

2 Débats

Frein à l'endettement ou relance de l'investissement?

OPINION

L'Allemagne, qui a mis en place une politique dite du «frein à l'endettement» en 2009, discute depuis d'un allègement de cette réglementation que d'aucuns jugent trop rigide, et clairement nuisible à une politique d'investissement ambitieuse. En Suisse, le parlement fédéral s'apprête à se prononcer sur le budget pour l'année à venir et le plan financier 2026-2028. Ici aussi, le «frein à l'endettement» fait l'objet d'âpres discussions. En effet, malgré la dramatisation excessive qu'on entend ici et là, les finances fédérales se portent bien, très bien même. Aussi, personne ne conteste la nécessité de les maintenir sous contrôle. Mais ce contrôle légitime ne doit pas se muer en sectarisme budgétaire.

Malheureusement, la tendance, ces vingt dernières années, n'a pas été tant à la stabilisation de l'endettement (en pourcentage du PIB) qu'à une volonté permanente de réduction de la dette, là même où le niveau de cette dernière se trouve à des années-lumière du stade critique, qu'elle a atteint parfois chez certains de nos voisins. Car réduire la dette est en soi une bonne idée, mais si c'est au détriment du pays, de son avenir ou de la cohésion sociale, alors c'est une politique mortifère.

En effet, les finances d'un pays ne fonctionnent pas comme celles d'un ménage. Elles sont bien plus dépendantes des investissements futurs, qui prennent des années avant de porter leurs fruits. Comme le mentionne l'économiste allemand Marcel Fratzscher, qui dirige aussi l'Institut allemand pour la recherche économique: «Le frein à l'endettement n'est plus adapté à notre époque car il prive la politique de la marge de manœuvre nécessaire



BAPTISTE HURNI
CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/NE)
VICE-PRÉSIDENT DU PS SUISSE

Je regrette que l'on ne conçoive aujourd'hui les investissements qu'en réponse à des lacunes, et non comme des opportunités

pour réaliser des investissements pour l'avenir.» Dans le même contexte politique allemand, où la dette s'établit à environ 64,01% du PIB (contre 39,34% en Suisse), le dirigeant du parti conservateur CDU, Friedrich Merz, s'est dit ouvert à une évolution des règles du frein à l'endettement, et ce, pour garantir les investissements et le progrès du pays.

On pourrait penser que le consensus guette. Et pourtant.

Pourtant, dans un entretien avec la plateforme La Vie économique, la directrice de l'Administration fédérale des finances, Sabine D'Amelio-Favez, met en miroir la culture de l'épargne des Suisses et celle de l'AFF: «Je préfère gagner de l'argent avant de le dépenser.» Or, les investissements d'aujourd'hui, dans l'innovation, les infrastructures, font office de moteur de l'attractivité

économique de demain, et donc de nos revenus futurs. C'est pour cela que les dépenses fédérales qui sont décidées aujourd'hui revêtent une importance cruciale pour l'avenir, car un investissement ambitieux fait incontestablement figure de cause du revenu, au moins autant que l'inverse. Plus loin, elle s'étonne: «Où existe-t-il des lacunes d'investissement?» Là encore, je regrette que l'on ne conçoive aujourd'hui les investissements qu'en réponse à des lacunes, et non comme des opportunités afin de positionner notre économie.

La question n'est pas vraiment de savoir quel domaine doit faire le fruit d'un arbitrage favorable au détriment de quel autre domaine. C'est un changement de paradigme qui est nécessaire. Nous devons élargir notre perspective, et concevoir la politique budgétaire de la Confédération selon des critères relatifs à l'économie et à la population, et non à la comptabilité. Autrement dit, il nous faut mettre du relief dans ce débat, et prendre en compte les perspectives, et les retours sur investissements potentiels, et non uniquement les flux entrants et sortants.

Dès le début de la session d'hiver des Chambres, nous débattons de la hausse des crédits alloués à l'armée. A titre personnel, je m'oppose à une hausse du budget de l'armée, et plaide pour une enveloppe plus importante à destination des EPF et de la recherche. Si nous pouvons débattre du bien-fondé de ces évolutions, nous ne devrions pas répondre à ces questions par le prêt-à-porter idéologique du «frein à l'endettement», mais par une analyse détaillée et ambitieuse des opportunités et des besoins. Le groupe socialiste a d'ailleurs déposé une motion en ce sens au Conseil national. ■

Une feuille de route vers l'apaisement au Proche-Orient

OPINION

Un conflit complexe et instrumentalisé à l'échelle mondiale. Le conflit israélo-palestinien est mal compris en Occident, où des narratifs trop politiques, religieux ou doctrinaires occultent les racines du problème. Notre Association Suisse-Israël met l'accent sur ce qui contribue à rapprocher les points de vue et à éviter les conflits, bref, tout le contraire de mettre de l'huile sur le feu.

La «terre d'islam». Après la Seconde Guerre mondiale, des dizaines de nations, dont Israël, ont vu le jour dans le grand mouvement de décolonisation, et d'indépendance des peuples. Ces nouveaux Etats ont tous été reconnus et admis à l'ONU. Parmi eux, Israël est soumis à un traitement différent: depuis sa création en 1948, son existence est contestée par les pays arabo-musulmans qui refusent tout partage de territoire, ce qui empoisonne jusqu'à aujourd'hui l'atmosphère. C'est moins l'absence d'un Etat de Palestine que la présence «insupportable» d'Israël au Moyen-Orient qui dérange certains, avec leur prétention d'un autre âge à un monopole religieux exclusif sur une «terre d'islam».

La première étape d'un apaisement est le respect des droits des minorités et l'abandon de toute prétention hégémonique. Israël, riche de son histoire millénaire, forme sans le moindre doute une partie du Moyen-Orient.

Contre qui Israël se bat-il? La cause palestinienne est instrumentalisée aujourd'hui par une coalition hétéroclite dont le ciment est la détestation d'Israël et de l'Occident. Un conflit asymétrique oppose un Etat de droit, Israël, aux mouvements terroristes Hamas, Hezbollah et Houthi, plus ou moins soutenus par les Etats «officiels» qui les



JEAN AUGUSTE NEYROUD
VICE-PRÉSIDENT NATIONAL DE L'ASSOCIATION
SUISSE-ISRAËL

La création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël est incompatible avec la poursuite d'activités terroristes

hébergent – l'Autorité palestinienne, le Liban et le Yémen – et fortement soutenus par l'Iran des mollahs qui les approvisionnent en armes et en conseillers. Ni l'Autorité palestinienne, ni le gouvernement libanais, ni le Yémen ne veulent assumer la coresponsabilité des attaques lancées sur le territoire israélien. Le Hamas et le Hezbollah amassent des armes dans leurs tunnels tout en laissant cyniquement leurs populations civiles exposées aux inévitables représailles israéliennes. Ils misent sur la sensibilité humanitaire des pays occidentaux pour réparer leurs dégâts.

Une deuxième étape consiste à mieux définir les enjeux de la confrontation: que veut chaque partie prenante? Quel est son intérêt? Comment, par exemple, comprendre le soutien iranien au terrorisme ou l'implication des Houthis? Il faut remettre la Palestine au centre

de la réflexion et clarifier l'agenda de chaque partie.

L'Etat de Palestine. Les milieux palestiniens et pro-palestiniens s'accrochent à une dialectique discutable invoquant, selon les circonstances, l'action politique ou l'action armée. Or, la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël est incompatible avec la poursuite d'activités terroristes: Israël n'acceptera jamais un arrangement qui maintient l'option du terrorisme à ses portes (et à celles de l'Europe!). Le 7 octobre 2023, le pogrom commis par le Hamas sur la population civile israélienne a repoussé tout règlement de plusieurs années. Le triste spectacle de l'UNRWA ne plaide pas en faveur du rôle de l'ONU.

La troisième étape exige de renoncer à la violence. Il n'y aura pas de salut sans que les groupes terroristes voués à l'élimination de l'Etat d'Israël soient mis définitivement hors d'état de nuire.

Géostratégie planétaire. Plusieurs puissances étrangères voient un intérêt à laisser pourrir la question palestinienne. Cela favorise les tensions dans beaucoup de domaines éloignés de cet enjeu: pénétration de la Chine, influences de la Russie et des Etats-Unis, rôles de l'Iran et de la Turquie dans le monde arabe, maintien des monarchies pétrolières, conflit latent Nord-Sud, etc. Cela retarde la marche vers la solution de problèmes régionaux.

Dans la quatrième étape, chaque partie prenante devra distinguer la question palestinienne de sa propre stratégie mondiale et lui offrir une issue. Ainsi, délesté de ses pesanteurs étrangères, le conflit trouvera peut-être sa solution.

Les partis pris sommaires et la désinformation n'améliorent pas le sort des victimes: ils retardent le règlement des problèmes. ■

Le triste retour des mines antipersonnel

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

Sur la place des Nations, à l'entrée de Genève, la fameuse *Chaise cassée* attire le regard et intrigue le passant depuis 1997. Cette œuvre de Daniel Berset a été conçue et réalisée avec pas moins de 5500 kg de bois et, sachant que le socle de chacun des pieds pèse ses 7 tonnes de béton, on se félicite qu'elle n'en ait que trois! Offerte par Handicap international, cette sculpture rappelle que les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions sont prosrites depuis la Convention d'Ottawa, signée par 164 pays, qui en interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert. Malheureusement, sur le terrain de la guerre en Ukraine, elles ont été utilisées par les Russes (non-signataires de la convention), puis maintenant par les Ukrainiens (pourtant signataires et qui transgressent ainsi le droit international) auxquels les USA (non-signataires) viennent d'en procurer assez pour estropier bon nombre de soldats et surtout de civils. Cette situation prouve que, quand les deux plus grands Etats militaires du monde refusent de parapher un accord, autant le jeter à la poubelle. La *Broken chair* assiste donc impuissante au triste retour de ces engins de malheur.

On apprend également que des milliers de munitions suisses destinées au tir de précision ont été fournies illégalement à l'Ukraine, au gré d'une livraison à la Pologne qui n'a pas respecté l'embargo. Là encore, malgré toutes les précautions, les engagements restent lettre morte. L'inquiétude est d'autant plus grande qu'une partie significative des armes offertes à Kiev est détournée au profit du terrorisme ou du grand banditisme, comme mettait en garde en octobre 2023 à l'ONU l'analyste politique américain Garland Nixon: «Les nations européennes sont déjà très probablement inondées de matériel militaire dangereux», ce qui permettrait aux éléments les plus violents et criminels d'Europe de menacer n'importe quel pays. Nous avons beaucoup de souci à nous faire.

Pourtant, les conventions internationales tentent de limiter la casse sans grand succès. La vente d'armes est encadrée par des dispositions législatives strictes depuis que, en 2013, l'ONU a adopté le Traité sur le commerce des armes, ratifié par de nombreux pays, mais ni par les Etats-Unis, ni par Israël, ni par l'Ukraine (*sic*). L'objectif de ces différents accords est d'éviter que l'action régaliennne des armées, rationnelle et maîtrisée, ne tourne à la violence sauvage, déchaînée et brutale. L'une s'astreint à la mesure issue de la norme tandis que l'autre se complait dans la démesure de la transgression, ce pour quoi la condamnation du terrorisme est quasi générale. L'exercice politique de la force est censé empêcher la violence, mais toutes deux s'entremêlent sur le terrain, quelles que soient l'autorité des officiers et la qualité des soldats. Alors, s'il peut y avoir une éthique de la guerre, la guerre n'est jamais éthique pour autant, et c'est finalement «A la guerre comme à la guerre!»

Il est inacceptable et scandaleux que toute une génération de jeunes gens soit sacrifiée, de même que des populations civiles. Il convient donc à tout prix d'éviter que les guerres ne soient déclarées, en usant d'une diplomatie ferme et dissuasive, mais tout de même attentive aux arguments de l'interlocuteur. C'est ce que l'Occident n'a pas toujours su ou voulu faire, jugeant que les bombardements étaient un moyen de conversation comme un autre. Nous en payons le prix au Moyen-Orient ainsi qu'en Ukraine. De même, une fois que les hostilités sont ouvertes, pour quelques bonnes ou mauvaises raisons que ce soit, il faut s'employer à les faire cesser. Les va-t-en-guerre sont souvent ceux qui tirent un profit économique ou un avantage politique du conflit, mais jamais ceux qui meurent directement au combat. Quant aux civils, on ne leur demande pas leur avis, même dans les pays démocratiques, comme si la pertinence des peuples s'arrêterait au son du canon. Etrange n'est-ce pas? ■

SUR NOTRE SITE

Hyperlien

Un article ou une tribune vous font réagir? Vous voulez prendre la parole sur l'actualité, nous suggérer des sujets? Ecrivez-nous à hyperlien@letemps.ch Une sélection de vos messages (1800 signes maximum) est publiée à intervalles irréguliers en page Carnet de notre édition papier, et une fois par mois environ sur notre site.

www.letemps.ch/hyperlien